

Stratégie agricole de l'USAID

Insérer les producteurs dans l'économie de marché

STRATÉGIE DE L'USAID



Agence Américaine pour le Développement International
Juillet 2004



L'agriculture mondiale produit annuellement 1,3 billion de dollars américains en aliments et en fibres. L'agriculture, la sylviculture et la pêche assurent un emploi mondial sur deux, et sept emplois sur dix en Afrique sub-saharienne, en Asie de l'Est et dans le Pacifique. La préservation active de la base des ressources naturelles qui assure ces emplois est un enjeu essentiel des décennies à venir.

Foreign Aid in the National Interest (Aide extérieure dans l'intérêt national), 2003

Stratégie agricole de l'USAID

Insérer les producteurs dans l'économie de marché

Agence Américaine pour le Développement International

Juillet 2004

Table des matières

Avant-propos 1

Résumé 3

Le défi agricole 7

Le cadre conceptuel 8

Un engagement renouvelé 11

Thèmes stratégiques 11

Mise en œuvre 17

Stratégies des bureaux régionaux 18

Bureau pour l’Afrique 19

Bureau pour l’Asie et le Proche-Orient 20

Bureau pour l’Europe et l’Eurasie 21

Bureau pour l’Amérique Latine et les Caraïbes 22

Étapes suivantes 23

« *Parce que les trois quarts des populations dans les pays pauvres en développement sont employés dans l'agriculture, la longue route qui mène au développement commence par l'amélioration de la productivité agricole.* »

Luther G. Tweeten et Donald G. McClelland, *Promoting Third-World Development and Food Security* (Promouvoir le développement et la sécurité alimentaire dans les pays en développement), 1997

Avant-propos

En août 2001, l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) a approuvé une stratégie intérimaire de développement agricole, signalant ainsi son intention d'accroître le profil de ses efforts d'assistance en matière de développement agricole. La stratégie se concentrait sur quatre thèmes : la mobilisation des sciences et technologies afin de réduire la pauvreté et la faim ; le développement de la participation des agriculteurs aux échanges commerciaux mondiaux ; la réduction du fossé au niveau des connaissances par la formation, la vulgarisation et la recherche adaptative au niveau local ; et l'adoption d'une perspective à long terme en promouvant une agriculture durable et une gestion saine de l'environnement.

La définition de l'agriculture utilisée dans la stratégie intérimaire dérive de la loi de 2000 sur la prévention des famines et de l'éradication de la faim : la science et la pratique des activités liées à la production, la transformation, la commercialisation, la distribution, l'utilisation et le commerce des aliments de consommation humaine et animale et des fibres textiles.¹ Quoique l'étendue de cette définition estompe des limites sectorielles traditionnelles – comme entre l'agriculture et la santé – elle encourage une cohérence utile au niveau des perspectives d'approche des complexités de l'agriculture et est retenue dans cette nouvelle stratégie agricole de l'USAID.

Depuis son approbation de la stratégie intérimaire, l'USAID a tenu de nombreuses consultations avec divers interlocuteurs dont les partenaires, les parties concernées et d'autres bailleurs de fonds. Ces consultations ont porté sur

- l'examen des directions et des priorités proposées dans la stratégie intérimaire et les approches qui pourraient être choisies pour souligner l'importance de l'agriculture à des fins de développement économique et de réduction de la pauvreté
- la définition du rôle de l'USAID dans le soutien du gouvernement américain au développement agricole
- la formulation de conseils aux unités opérationnelles de l'USAID en matière de conception de programme

Au début de 2002, la préparation de l'USAID d'une part au Sommet alimentaire mondial : Cinq ans plus tard et d'autre part au Sommet mondial sur le développement durable a permis de sonder plus profondément les domaines potentiels d'engagement dans le secteur agricole du monde en développement.

Le programme de reconstruction de l'Afghanistan a offert une importante stimulation pour des actions en faveur de la nouvelle priorité de développement agricole. Les pénuries alimentaires et les conditions de famine qui ont sévi en Afrique du sud et en Ethiopie au cours de 2002-03 donnent encore une raison supplémentaire d'insister sur les nouvelles directions en agriculture et de souligner les problèmes alimentaires et agricoles clés dont les pays africains ainsi que les bailleurs de fonds doivent s'occuper de manière résolue.

L'USAID s'est inspiré des engagements internationaux, des progrès de la connaissance et des consultations avec les parties concernées pour préparer cette nouvelle stratégie de développement agricole, Insérer les producteurs dans l'économie de marché. La stratégie énonce comment l'USAID abordera les défis posés aux pays en développement par l'alimentation, la pauvreté rurale, l'emploi, les investissements et la gestion durable des ressources naturelles au cours des prochaines années.

¹ La loi (P.L. 106373) amende le Title XII of the Foreign Assistance Act (titre XII de la loi de 1961 sur l'aide étrangère) de 1961 comme amendé. La définition inclut aussi les sciences de la famille et du consommateur, la nutrition, les sciences et l'ingénierie alimentaires, la science économique agricole et les autres sciences sociales, la foresterie, la pêche, l'aquaculture, la floriculture, la médecine vétérinaire et les autres sciences de l'environnement et des ressources naturelles.

Résumé

Dans de nombreux pays en développement, la performance du secteur agricole détermine la croissance économique globale ; elle a aussi un impact direct sur l'accroissement des échanges commerciaux et la création de nouvelles activités génératrices de revenus. De plus en plus, cette performance est déterminée par les normes commerciales mondiales, régionales et nationales, les préférences changeantes des consommateurs et les progrès internationaux de la science et de la technologie. Pour réussir, les producteurs agricoles de ces pays en développement ont besoin de formation, de soutien aux infrastructures, d'une bonne gouvernance et de politiques saines, ainsi que d'une base institutionnelle solide et progressive qui soutienne la participation aux marchés.

Cadre conceptuel

Une bonne gouvernance est un élément essentiel de la mise en place d'un environnement favorable à une agriculture durable, répondant aux attentes du marché et fondée sur la science. L'accent mis sur la bonne gouvernance dans l'élaboration des programmes du secteur agricole souligne la nécessité de la responsabilité partagée, un des principes clés évoqués lors de la Conférence des Nations Unies de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement en mars 2002. Conformément au Consensus de Monterrey concernant les principes d'efficacité de l'aide, les partenaires idéaux des efforts de développement agricole soutenus par l'USAID seront les pays qui s'engagent à

- mettre en œuvre des politiques qui encouragent une plus grande productivité agricole et une gestion saine des ressources naturelles
- investir dans des infrastructures qui permettent aux marchés de fonctionner efficacement
- établir des institutions de recherche qui assurent un flux de technologies nouvelles et adaptées vers les producteurs et les entreprises d'aval
- soutenir l'expansion de systèmes efficaces de formation, d'éducation et de communication donnant aux producteurs ainsi qu'aux autres acteurs des filières du secteur agricole (commerçants, industriels, etc.) – hommes et femmes – l'information dont ils ont besoin pour prendre part efficacement dans les marchés

Quelques *pays en développement transformationnel* commencent juste à mettre en place de telles conditions pour une transformation réussie du secteur agricole. Les programmes de développement agricole dans ces pays auront pour objet de les aider à devenir de meilleurs partenaires en leur fournissant une assistance technique et une aide financière quantitativement limitée.

Dans les pays considérés comme des *états fragiles*, les objectifs de l'aide américaine sont la stabilisation, la relance et les réformes. La détermination des programmes de développement agricole dans les états fragiles sera basée sur leur contribution aux objectifs précédents. De tels programmes seront centrés sur plusieurs axes : la restauration ou le retour aux niveaux antérieurs de production et de productivité, le soutien de mesures de réforme à court terme et d'autres actions immédiates visant à promouvoir la stabilité et accroître la productivité.

Pour les *états stratégiques*, l'USAID soutiendra les programmes en accord avec les objectifs et les préoccupations de politique étrangère. Dans de nombreux états stratégiques, les ressources seront consacrées aux programmes ayant pour objet de promouvoir le développement transformationnel et d'aider à surmonter la fragilité. Dans ces cas, les démarches suivies pour aboutir aux programmes de développement agricole et les critères retenus seront en accord avec les objectifs et les préoccupations de la politique étrangère américaine qui sous-tendent l'ensemble du programme d'assistance.

Assurer la sécurité alimentaire dans des situations d'urgences est un aspect important de *la fourniture d'assistance humanitaire*. Dans les cas de nécessités chroniques, l'assistance humanitaire sera structurée de façon à traiter les échecs systémiques. Ceci consiste souvent à utiliser les ressources humanitaires pour améliorer la production et la productivité agricole. Une gamme d'interventions – telles que des réformes politiques, des programmes nourriture-contre-travail, des distributions d'aides financières en espèces aux personnes vulnérables, la stabilisation des réserves alimentaires et des subventions destinées à l'achat de semences sur les marchés à l'intention des agriculteurs vulnérables – peuvent être au centre des efforts visant à diminuer le nombre et la sévérité des urgences.

Certaines *questions mondiales ou transnationales*, telles que les négociations relatives à la diminution des

subventions agricoles au sein de l'Organisation mondiale du commerce ou les changements climatiques, sont liées au développement agricole. Les thèmes stratégiques de la Stratégie agricole serviront de guide à toute assistance sélective concernant ces questions mondiales ou transnationales clés.

Le renforcement des capacités des pays et des producteurs à augmenter la productivité agricole conformément à la Stratégie agricole nécessitera l'engagement de nombreux partenaires. En plus de l'engagement renouvelé de l'USAID au développement agricole, les secteurs américains privé et coopératif, les organisations internationales scientifiques et techniques, les autres agences gouvernementales américaines, les universités américaines et les ONG doivent aussi tous s'engager complètement vis-à-vis du développement agricole lorsqu'ils entrent en partenariat avec l'USAID.

Quatre thèmes stratégiques

Le développement agricole est donc une priorité stratégique de l'USAID. Les efforts de développement agricole de l'Agence se concentreront sur l'augmentation de la productivité agricole et de la participation des petits exploitants aux marchés à travers quatre thèmes stratégiques.

1. *Afin d'accroître les échanges commerciaux d'une façon générale et d'améliorer la capacité commerciale des producteurs et des industries rurales en particulier,* l'USAID soutiendra l'élaboration de politiques saines ; elle encouragera la mise en place d'institutions et d'une bonne gouvernance ; elle développera les finances rurales ; elle renforcera les organisations de producteurs et les autres organisations rurales ; elle améliorera l'accès aux technologies de production, de conservation et de transformation ; et elle se focalisera sur des aliments nutritifs d'une plus grande valeur dont bénéficieront consommateurs et producteurs. Notamment, la mise en œuvre de la Stratégie agricole sera coordonnée avec l'USAID Trade Capacity Building Strategy (Stratégie de renforcement des capacités commerciales de l'USAID) et consistera à aider les pays à satisfaire aux normes sanitaires et phytosanitaires réglementaires et à parvenir aux niveaux plus élevés de discipline du commerce agricole exigés pour entrer dans l'Organisation mondiale du commerce.

2. *Afin d'améliorer la viabilité sociale, économique et environnementale de l'agriculture,* l'USAID s'efforcera de rétablir la santé des ressources en terres, eau

et forêts ; elle développera des sources d'énergie durables et renouvelables ; elle élaborera des méthodes d'évaluation environnementale qui permettront aux communautés et aux partenaires impliqués d'évaluer les risques pour l'environnement ainsi que les dégâts dus aux catastrophes naturelles ou les ravages causés par les conflits ; et elle renforcera la capacité locale de gestion intégrée des paysages agricoles et naturels. L'Agence améliorera aussi les structures analytiques et économiques liant l'agriculture aux investissements au niveau des ressources naturelles ; elle recherchera les organismes menacés dans la nature et aidera à les protéger ; et elle soutiendra l'élaboration de politiques agricoles et de ressources naturelles qui promeuvent la bonne gouvernance et améliorent la productivité.

3. *Afin de mobiliser la science et la technologie et favoriser la capacité d'innovation,* l'USAID aidera les pays et les régions à élaborer des politiques, des stratégies et des systèmes de gouvernance favorables à la science ; elle soutiendra le développement et l'application des technologies ; elle développera les partenariats avec le secteur public et le secteur privé et les réseaux de collaboration entre spécialistes ; et elle favorisera les innovations au sein et entre les pays en développement de sorte qu'ils puissent générer, utiliser et diriger de nouvelles technologies dans des directions localement appropriées. L'USAID et ses partenaires soutiendront la capacité des femmes à prendre part aux systèmes d'innovation nationaux et ils s'assureront que les investissements en science et technologie conviendront aux conditions et aux systèmes nationaux et régionaux spécifiques.

4. *Afin de renforcer la formation et l'enseignement, la vulgarisation et la recherche adaptative en agriculture,* l'USAID appuiera les programmes de formation et d'enseignement conçus pour englober les femmes et les filles ; elle élaborera et étendra des systèmes technologiques novateurs de communication et d'information rurale ; et elle améliorera les approches d'apprentissage concrètes et spécifiques au site. L'USAID reconnaît que la capacité à accéder à l'information et à la gérer est en passe de devenir rapidement un besoin fondamental des producteurs ruraux pour pouvoir participer efficacement au système de production des aliments de consommation humaine et animale et des fibres textiles qui se mondialise de plus en plus. Par conséquent, elle s'efforcera de s'assurer que les petits entrepreneurs ruraux reçoivent la formation et les services d'assistance nécessaires à leur totale insertion.

Mise en œuvre

Cette stratégie de l'Agence sert de repère à l'examen et à l'approbation des nouveaux plans stratégiques et aux révisions triennales de la stratégie des programmes des unités opérationnelles. Cette stratégie servira aussi à revoir et analyser les propositions budgétaires pour les programmes des bureaux et à l'élaboration de la présentation budgétaire annuelle de l'Agence. Les unités opérationnelles suivront les progrès de l'ensemble du développement agricole, ainsi que les résultats particuliers de chaque programme. Alors que le poids accordé à un thème stratégique sera spécifique à une situation donnée, un cadre économique compétitif répondant à la demande pour le secteur de l'agriculture devrait constituer le point de départ dans les pays en développement susceptibles de progrès transformationnels. Dans les états considérés comme fragiles ou stratégiques, d'autres critères seront ajoutés.

Tous les programmes agricoles de l'USAID doivent respecter cette stratégie quoique l'importance et l'énoncé des objectifs spécifiques seront fonction des plans stratégiques des bureaux et des unités opérationnelles concernés, des mandats des bureaux et des circonstances propres au pays. Dans certains cas, l'intérêt national ou d'autres objectifs de politique étrangère américaine peuvent faire qu'un programme se trouve en dehors du cadre stratégique, mais ces quelques exceptions seront clairement liées à l'accomplissement de l'objectif de politique étrangère dans ce pays spécifique ou dans cette circonstance particulière.

Afin de mettre en œuvre la stratégie, l'Agence s'engage à

- relier la Stratégie agricole au Plan stratégique commun du Département d'État – USAID pour

les années fiscales 2004 – 2009 et à identifier des indicateurs des objectifs de performance

- s'assurer que les plans stratégiques et les priorités des unités opérationnelles reflètent les analyses et les recommandations des organismes permanents de révision externe
- renforcer la coordination avec les bailleurs de fonds dans le domaine de la planification agricole et de la mise en œuvre des activités agricoles
- élaborer des options afin de considérer les exigences du développement agricole dans diverses circonstances dont des états fragiles, prédisposés à la famine et à l'insécurité alimentaire
- développer une nouvelle approche de l'enseignement et de la formation agricole dans les pays en développement transformationnel
- élaborer des directives et des outils pour la réalisation des évaluations du secteur agricole et concevoir des stratégies et des programmes en conformité avec le nouveau modèle conceptuel de l'USAID
- renforcer les capacités professionnelles de conception et de mise en œuvre de programmes agricoles efficaces
- développer des cours de haut niveau traitant des questions agricoles stratégiques
- fournir des ressources adéquates à l'agriculture provenant de toutes les sources budgétaires



Le défi agricole

Dans de nombreux pays en développement, la croissance économique globale, l'expansion commerciale et l'accroissement des activités génératrices de revenus dépendent de la performance du secteur agricole.

Pendant plus de 40 ans – alors que la population mondiale doublait – l'USAID a apporté son soutien à des programmes essentiels de recherche, de formation et de vulgarisation agricoles qui ont réduit le niveau global d'insécurité alimentaire. Au cours des 40 prochaines années, la population mondiale devrait presque augmenter de moitié. Dans les pays en développement, les augmentations de la productivité agricole doivent être accélérées afin de réduire les niveaux d'insécurité alimentaire actuels et de satisfaire la demande en nourriture, en création d'emploi et en revenus des nouvelles populations.

Les agriculteurs ne sont pas les seuls acteurs du secteur agricole. Les producteurs incluent également ceux qui pêchent dans les océans, les fleuves et les rivières et ceux qui utilisent les techniques d'aquaculture pour produire des stocks de denrées alimentaires pour lesquelles la demande s'accroît fort rapidement. Les producteurs comprennent aussi les bergers et les éleveurs, qu'ils utilisent des systèmes d'élevage nomade traditionnels ou des unités de production à forte intensité de capital. Les producteurs récoltent l'abondance naturelle des

forêts, des pâturages et pratiquent la l'agrosylviculture et la sylviculture de plantations. Les transformateurs, les fabricants et les chaînes de commercialisation qui acheminent les produits agroalimentaires, les produits d'alimentation animale et les fibres textiles des producteurs aux consommateurs appartiennent aussi au secteur agricole.

Les femmes jouent un rôle important dans le secteur agricole. Dans la plupart des pays en développement, elles fournissent une part substantielle de la main d'œuvre dans l'exploitation agricole et sont responsables de la sécurité alimentaire du ménage. Quelques signes tendent à montrer que la participation des hommes dans l'agriculture est en baisse que ce soit du fait de la guerre, de la maladie ou d'un mouvement vers des activités génératrices de revenus plus lucratives et moins aléatoires. Environ un tiers des ménages ruraux en Afrique sub-saharienne ont maintenant à leur tête une femme. En Asie du sud-ouest, 90 pour cent de la riziculture est assurée par les femmes. Pourtant l'accès des femmes aux ressources productrices – terres, savoir et capital – est systématiquement moindre que celui des hommes.² Les effets du commerce agricole sur les revenus des femmes varient en fonction de cet accès.³

² United Nations Food and Agriculture Organization, « Gender and Agriculture, » FAO Gender and Food Security/Agriculture website <<http://www.fao.org/Gender/en/agrie.htm>>.

³ Samuel Skogstad, 2001, « International Trade: Impact, Opportunities and Constraints on the Participation of Women » (Washington, D.C.: USAID), 2.

Le défi actuel du développement agricole ressemble à celui que les technologies de la Révolution Verte ont déjà traité avec succès. Pourtant, il pourrait s'avérer plus difficile à résoudre. Les terres les plus productives du monde ont déjà été mises en culture et les réserves en eau deviennent de plus en plus rares. De plus, la nouvelle croissance démographique se produit essentiellement dans les pays en développement et se concentre dans les centres urbains. D'autres facteurs affectant le développement d'une façon générale, à savoir la mauvaise gouvernance, les conflits et le VIH/SIDA, pourraient enrayer les progrès agricoles actuels.

Non seulement les producteurs doivent adopter une nouvelle génération de technologies et utiliser plus efficacement la base des ressources naturelles qui soutient l'agriculture, mais il faut aussi qu'ils répondent à une demande des marchés de plus en plus forte et précise. Ceci signifie acheminer les produits agricoles d'une qualité acceptable vers les marchés urbains en pleine expansion à des prix abordables.

Afin de pouvoir continuer à enregistrer les accomplissements en matière d'aide apportée permettant aux pays en développement de répondre à ces nouveaux défis, la stratégie de l'USAID de soutien au développement agricole doit être

- liée aux tendances du marché, aux niveaux mondial, régional, national et local et centrée sur l'amélioration de la compétitivité et de l'efficacité
- résolue en ce qui concerne l'amélioration de la gestion des ressources naturelles
- innovante, facilitant le développement et l'utilisation des sciences et technologies
- attentive aux besoins et aux capacités des producteurs, des communautés rurales et des groupes vulnérables

Une telle stratégie guidera l'élaboration des programmes agricoles de l'Agence. En outre, elle assurera sa contribution efficace aux Objectifs de développement pour le Millénaire⁴ en augmentant la croissance économique, en réduisant la pauvreté et la faim, en créant des emplois et des possibilités d'investissements, en développant le commerce et en améliorant la

⁴ Le premier des Objectifs de développement pour le millénaire des Nations Unies approuvé en septembre 2000, est l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim. Son but est de réduire de moitié la proportion des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour et celle des personnes qui souffrent de la faim d'ici 2015.

santé et la nutrition. Compte tenu du fait que les plus grandes proportions de gens pauvres des pays en développement sont employés dans le secteur agricole, l'USAID accomplira ses objectifs en se focalisant sur l'amélioration de la productivité agricole dans son ensemble et sur l'insertion accrue des petits exploitants dans l'économie de marché.

Cadre conceptuel

Une part croissante de la récolte des pays en développement est acheminée vers des marchés régionaux et, de plus en plus, internationaux, pour être transformée et conditionnée à l'usage des consommateurs de cités éloignées et de contrées étrangères. L'emploi extérieur à l'exploitation et les entreprises contribuent de façon croissante aux revenus des ménages agricoles. Les normes internationales de sécurité alimentaire sont un facteur principal déterminant quel pourcentage de la production végétale doit traverser les frontières nationales. De plus en plus, la capacité d'un agriculteur à tirer un profit de son travail sur l'exploitation est déterminée non seulement par les variables locales telles que le climat, l'eau et les sols, mais aussi par les normes commerciales mondiales, régionales et nationales, les préférences changeantes des consommateurs et les progrès internationaux de la science et de la technologie.

Les producteurs axés sur le marché sont intégrés dans des réseaux internationaux de recherche scientifique et de développement technique et dans des systèmes commerciaux et d'investissement mondiaux, régionaux et nationaux. Ils comptent sur des semences améliorées produites par les programmes internationaux de sélection, sur les engrais formulés conformément aux normes établies par la recherche, les organes de réglementation et l'industrie, ainsi que sur l'information fournie par des entrepreneurs privés et les programmes de conseil agricole à financement public.

En raison de cet ensemble perpétuellement changeant de nouvelles technologies et d'opportunités de marchés nouveaux ou en expansion, les producteurs doivent pouvoir compter sur des politiques saines, une bonne gouvernance et une base institutionnelle solide et progressive qui soutienne l'agriculture et l'insertion dans les marchés. De plus, afin de tirer complètement parti de cet environnement dynamique, les producteurs ont besoin d'avoir accès à la formation et de bénéficier d'infrastructures.

Du fait du manque de capital et d'une capacité limitée à gérer les risques, de nombreux agriculteurs et producteurs restent enfermés dans le cycle de la pauvreté, incapables de produire suffisamment de nourriture pour leurs familles ou de profiter de possibilités de vente de produits plus spécialisés. Les marchés locaux – foncier, travail, capital financier et eau – jouent un rôle majeur dans les stratégies de gestion des risques adoptées par les ménages afin de parer aux variations climatiques, aux fléchissements de l'économie et à l'incertitude politique. Pourtant ces mêmes marchés permettent aussi de répondre aux opportunités économiques qui apparaissent. Tant les institutions officielles que non-officielles influencent de façon cruciale les processus par l'intermédiaire desquels les ménages et les individus ont accès aux facteurs de production, exercent des droits sur ces facteurs et les utilisent.

Les droits, les responsabilités et les rôles des hommes et des femmes dans l'agriculture varient et sont souvent fort distincts. Les femmes assument la production, la valorisation et la commercialisation pour elles-mêmes et pour leurs familles. Toutefois, comme mentionné plus haut, l'accès des femmes aux actifs de production, à l'information et aux services est significativement restreint. La productivité globale en souffre. Il est important de prendre en compte les femmes pour planifier une transformation réussie du secteur agricole. L'intégration des femmes améliore leur capacité à bénéficier de l'accent mis sur le développement agricole. Ces bénéfices pourraient résulter de mesures favorisant l'accès sûr des femmes aux actifs agricoles ainsi que leur capacité à obtenir des crédits pour l'achat d'intrants et d'outils agricoles améliorés ou leur capacité à obtenir des salaires équitables en rémunération de leur travail, et à recevoir des prix justes pour leur produits.

À mesure que les gouvernements démocratiques se multipliaient dans le monde, les organisations internationales gouvernées par consensus multilatéral ont commencé à élaborer et appliquer de nouveaux règlements pour le commerce, les flux financiers et la gestion de l'environnement. Dans le même temps, le terrorisme international et les guerres civiles ont toutefois avivé les tensions. Les effets combinés des transformations sociales, politiques, économiques et technologiques ont eu une portée considérable, affectant le financement des programmes agricoles ainsi que le contexte économique dans lequel les institutions financières internationales et les producteurs agricoles évoluent.

Une bonne gouvernance est un élément essentiel de la mise en place d'un environnement favorable à une agriculture durable, fondée sur la science et répondant aux attentes du marché. Une gouvernance économique saine à tous les niveaux est essentielle pour assurer un environnement stable et sûr dans lequel les systèmes de marché peuvent opérer. Une gouvernance saine favorise aussi les investissements et fournit un soutien adéquat afin de palier aux faiblesses des marchés.

Une participation diversifiée et accrue de tous les citoyens aux processus de prise de décision améliore la probabilité d'une bonne gouvernance. En effet, une telle participation non seulement permet aux hommes et aux femmes de tenir leur gouvernement comme responsable, mais elle les encourage aussi à prendre en charge leurs communautés et à commencer à résoudre leur propres problèmes.⁵ Alors que certains pays font d'excellents progrès dans le sens d'une bonne gouvernance, d'autres rencontrent des difficultés. Des analyses critiques des obstacles au progrès aideront les gouvernements nationaux à identifier leurs coûts et à s'engager politiquement à soutenir le changement. Ces analyses donneront aussi aux groupes communautaires et du secteur privé une voix plus forte pour réclamer un changement.

L'accent sur la bonne gouvernance dans l'élaboration des programmes du secteur agricole souligne la nécessité de la responsabilité partagée, un des principes clés évoqués lors de la Conférence des Nations Unies de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement en mars 2002. En résumé, la conférence a convenu que les pays en développement devaient assumer la responsabilité de tracer et de suivre leur propre parcours de développement. Les bailleurs de fonds, les investisseurs privés et la communauté internationale non gouvernementale peuvent supporter et peut-être accélérer les actions menées par les pays. À Monterrey, ils ont promis de le faire.

Le gouvernement américain, à l'occasion de la Conférence de Monterrey, a annoncé le Millennium Challenge Account (MCA – Compte du défi du millénaire), la plus large augmentation de l'assistance étrangère américaine depuis des décennies. Le MCA se concentre sur les pays en développement qui font preuve des plus grands progrès en matière de gouvernement juste, d'investissements en ressources humaines et de promotion de la liberté économique.

⁵ Jon Anderson et al., *Nature, Wealth, and Power: Emerging Best Practice for Revitalizing Rural Africa* (Washington, D.C.: USAID, 2002). <http://www.dec.org/pdf_docs/PNACR288.pdf>

L'USAID et le Département d'État Américain

Plan stratégique commun, 2004-09

Les objectifs principaux du Département d'État et de l'USAID sont ancrés dans la Stratégie de sécurité nationale américaine et ses trois composants sous-jacents et interdépendants : diplomatie, développement et défense. Le Département d'État et l'USAID se partagent l'initiative de faire progresser le développement durable et les intérêts globaux.⁶ Le but général de la diplomatie américaine et de son aide au développement consiste à transformer les cercles vicieux en cercles vertueux où les gouvernements responsables, les libertés politiques et économiques, les investissements en ressources humaines et le respect des individus engendrent la prospérité, des populations éduquées et en bonne santé et la stabilité politique.

Le Département d'État et l'USAID travaillent ensemble pour s'assurer que

- les institutions, les lois et les politiques favorisent la croissance activée par le secteur privé, la stabilité macroéconomique et la réduction de la pauvreté
- les échanges commerciaux et les investissements s'accroissent par le biais d'accords internationaux qui ouvrent des marchés et que les pays en développement sont mieux intégrés dans le système d'échange commercial
- les marchés financiers et de l'énergie sont sûrs et stables
- la sécurité alimentaire et le développement agricole sont améliorés
- la capacité environnementale, l'utilisation d'énergie et la gestion de l'environnement sont toutes améliorées.

En accord avec le consensus de Monterrey sur les principes d'efficacité de l'aide, les partenaires idéaux

⁶ U.S. Department of State and USAID, *Strategic Plan Fiscal Years 2004–2009: Aligning Diplomacy and Development Assistance* (Département d'État Américain et l'USAID, Plan stratégique sur les années fiscales 2004-2009 : Aligner la diplomatie et l'assistance au développement) (Washington, D.C.: Department of State and USAID, 2003). <www.usaid.gov/policy/budget/state_usaid_strat_plan.pdf>

des efforts de développement agricole soutenus par l'USAID seront les pays qui agissent réellement dans ces domaines et s'engagent à

- mettre en œuvre des politiques qui encouragent une plus grande productivité agricole et une gestion saine des ressources naturelles
- investir dans des infrastructures qui permettent aux marchés de fonctionner efficacement
- établir des institutions de recherche qui assurent un flux de nouvelles technologies adaptées vers les producteurs et les entreprises d'aval
- soutenir l'expansion de systèmes efficaces de formation, d'éducation et de communication donnant aux producteurs et aux divers acteurs du secteur agricole – hommes et femmes – l'information dont ils ont besoin pour s'insérer efficacement dans l'économie de marchés

Quelques *pays en développement transformationnel* commencent juste à mettre en place de telles conditions, pour une transformation réussie du secteur agricole. Les programmes de développement agricole dans ces pays auront pour objet de les aider à devenir de meilleurs partenaires en leur fournissant une assistance technique et une aide financière quantitativement limitée.

Dans les pays considérés comme des *états fragiles*, les objectifs de l'aide américaine sont la stabilisation, la relance et les réformes. Les états fragiles sont caractérisés par une efficacité et une légitimité faibles et souvent par de mauvaises performances pour toute une gamme d'indicateurs portant sur la liberté économique, un gouvernement juste et les investissements en ressources humaines. En général, la stratégie d'aide américaine dans un état fragile a un horizon à plus court terme qu'une stratégie dans un pays en cours de développement transformationnel. La détermination des programmes de développement agricole dans les états fragiles sera basée sur leurs contributions à la stabilisation, la relance et aux réformes. De tels programmes seront centrés sur la restauration ou le retour aux niveaux antérieurs de production et de productivité, le soutien de mesures de réforme à très court terme et d'autres actions immédiates visant à promouvoir la stabilité.

Pour les *états stratégiques*, l'USAID soutiendra les programmes qui sont en accord avec les objectifs et les préoccupations de politique étrangère. Dans de nombreux états stratégiques, les ressources seront

programmées afin de promouvoir le développement transformationnel ou d'aider à surmonter la fragilité. Dans ces cas, les démarches suivies pour aboutir aux programmes de développement agricole et les critères retenus seront en accord avec les objectifs et les préoccupations de la politique étrangère américaine qui sous-tendent l'ensemble du programme d'assistance.

Assurer la sécurité alimentaire dans les situations d'urgences est un aspect important de *la fourniture d'assistance humanitaire*. Dans les cas « d'urgences » chroniques, l'assistance humanitaire sera structurée de façon à traiter les échecs systémiques. Ceci consiste souvent à utiliser les ressources humanitaires pour améliorer la production et la productivité agricole. Une gamme d'interventions – de la réforme politique à l'échange de nourriture contre du travail, à la stabilisation des réserves alimentaires et à des subventions pour l'achat de semences sur les marchés à l'intention des agriculteurs vulnérables – peut être au centre des efforts visant à diminuer le nombre et la sévérité des cas d'urgence.

Certaines *questions mondiales ou transnationales*, telles que les négociations relatives à la diminution des subventions agricoles au sein de l'Organisation mondiale du commerce ou les changements climatiques, sont liées au développement agricole. Les quatre thèmes stratégiques de la Stratégie Agricole serviront de guide à toute assistance sélective relative à ces questions mondiales ou transnationales clés.

Le renforcement des capacités des pays et des producteurs à augmenter la productivité agricole nécessitera l'engagement de nombreux partenaires. En plus de l'engagement renouvelé de l'USAID envers le développement agricole, les industries américaines, les secteurs scientifique et technologique, les universités et les OGN doivent s'engager à tirer parti des leçons apprises et de leurs forces.

Un engagement renouvelé

Le développement agricole est une priorité stratégique de l'USAID. Cette stratégie marque le renouvellement du soutien de l'Agence au développement agricole et établit des directives pour son engagement dans de tels efforts. L'USAID concentrera ses efforts sur quatre thèmes stratégiques :

- accroître les possibilités d'échanges commerciaux internationaux, régionaux et nationaux et améliorer

la capacité des producteurs et des industries rurales à agir en fonction de ces possibilités

- améliorer la viabilité sociale, économique et environnementale de l'agriculture
- mobiliser les sciences et technologies et favoriser la capacité d'innovation
- renforcer la formation, l'enseignement, la vulgarisation et la recherche adaptative agricole

Ces thèmes stratégiques appuient les Objectifs du développement pour le millénaire de réduction de la pauvreté et de la faim au moyen du développement agricole. Les stratégies se fondent sur les avantages comparés que les États-Unis offrent en matière d'agroindustrie et de commerce, de gestion des ressources naturelles basée sur la communauté et de protection durable de l'environnement, de recherche et de développement agricoles et de formation, d'éducation et de technologies d'information et de communication.

Thèmes stratégiques

1. Accroître les possibilités d'échanges commerciaux et améliorer la capacité commerciale des producteurs et des industries rurales

La croissance régionale, l'expansion rapide des zones urbaines, les accords commerciaux régionaux et l'avènement des accords de l'Organisation mondiale du commerce font que les producteurs agricoles et les entrepreneurs – hommes et femmes – font face à une plus grande concurrence interne pour les produits agricoles. En contrepartie, il existe aussi des possibilités significativement plus grandes d'insertion dans les marchés qu'ils soient locaux, nationaux, régionaux ou internationaux. Toutefois, les gouvernements doivent créer des politiques et des environnements institutionnels favorables qui facilitent l'accès des producteurs à ces marchés. Et pour réaliser de plus hauts revenus, les producteurs et les entrepreneurs agricoles doivent avoir la capacité à répondre à de telles opportunités.

Ce thème se fonde en partie sur la *Strategy for Building Trade Capacity in the Developing World (Stratégie pour le renforcement des capacités commerciales dans le monde en développement)* plus générale de l'USAID. Comme cette stratégie le note, « Le commerce et les investissements

sont les principaux mécanismes par lesquels les forces du marché mondial – concurrence, développement des ressources humaines, transfert de technologie et innovation technique – génèrent une croissance dans les pays développés et en développement. ».⁷ Compte tenu de l'importance de l'agriculture et de l'agroindustrie pour accroître l'efficacité de la production et créer des emplois dans les pays en développement, les efforts de renforcement des capacités commerciales de l'USAID devront par nécessité se centrer sur ces secteurs.

Sans savoir comment accéder aux marchés et satisfaire les exigences en matière de qualité des produits, d'opportunité et de prix, les producteurs ne peuvent réussir à s'intégrer dans le commerce international, régional ou interne. Les barrières tarifaires, la faible adhérence aux normes sanitaires et phytosanitaires, les infrastructures et les technologies d'aval inadéquates, l'insécurité politique et la corruption gênent toutes la croissance du commerce agricole.

Aborder ces questions d'accès et de capacité est une préoccupation légitime de la stratégie de l'USAID cherchant à insérer les producteurs dans l'économie de marché. Parce que l'amélioration de la sécurité et la réduction de la corruption sont des défis pour tous les programmes de l'USAID, ces défis seront mieux pris en compte au moyen d'efforts interdisciplinaires menés en collaboration sur l'ensemble des secteurs, avec les partenaires et les autres agences du gouvernement américain.

Pour permettre aux producteurs et aux industries rurales de mieux se connecter aux opportunités commerciales agricoles, l'USAID s'engage à

- *soutenir le développement d'environnements politiques sains* qui rendent possibles les marchés libres, les investissements du secteur privé et un accès équitable pour les deux sexes aux moyens de production, aux produits et aux revenus
- *promouvoir les institutions efficaces et une bonne gouvernance* permettant aux producteurs femmes et hommes d'acquérir, de protéger et d'utiliser les éléments dont ils auront besoin pour tirer profit des marchés et des opportunités commerciales qui se font jour

⁷USAID, *Building Trade Capacity in the Developing World* (Renforcer les capacités commerciales du monde en développement) (Washington, D.C.: USAID), 1. <http://www.dec.org/pdf_docs/PDABX241.pdf>



- *développer le financement rural* pour augmenter la capacité des producteurs et des groupements de producteurs à investir dans les opérations de production et de transformation et pour pallier aux restrictions d'accès liées au sexe
- *renforcer les groupements de producteurs et les autres organisations rurales* pour leur permettre de maîtriser les marchés et de réduire les coûts de transaction, d'avoir accès à l'information sur les marchés internes, régionaux et internationaux et d'utiliser cette information efficacement et pour faciliter le transfert de technologie
- *améliorera l'accès aux technologies de production, de conservation et de transformation* afin de permettre aux producteurs des deux sexes de fournir les

Insérer les producteurs dans l'économie de marché

Exportation de miel biologique depuis la Zambie

Grâce à un financement de l'USAID, environ 3000 apiculteurs de la province la plus pauvre de Zambie ont été formés au Centre d'Assistance Technique Agroalimentaire de Zambie aux procédures correctes de production, récolte et manipulation du miel certifié biologique à des fins d'export. En moins d'une année, les exportations de miel certifié biologique depuis la province du Nord-Ouest ont fait un bond de 260 pour cent, soit de 50 à 180 tonnes. Les premières estimations indiquent que les ménages impliqués dans la production pour l'exportation ont augmenté leur revenu annuel de 40 à 100 pour cent.

produits demandés par le marché avec les bonnes qualités et à des prix concurrentiels

- *s'intéresser particulièrement à des denrées plus nutritives* (naturelles ou fortifiées) qui peuvent être commercialisées à plus haute valeur et qui peuvent ainsi profiter tant aux producteurs qu'aux consommateurs

L'USAID s'appuiera sur sa propre expérience et celles des autres pour élaborer et introduire des approches qui prennent en compte les différences entre les hommes et les femmes tout en étant efficaces pour les différents types de producteurs à la recherche d'opportunités diverses sur les marchés.

2. Améliorer la durabilité sociale, économique et environnementale de l'agriculture.

Parce que la biodiversité et les ressources naturelles sont au centre des modes de subsistance des populations rurales à travers l'ensemble des pays en développement, on ne peut les dissocier du contexte plus large des défis sociaux, économiques et relatifs au développement. Une gestion saine des ressources naturelles et de l'environnement est essentielle à la durabilité des systèmes de production agricole et au flot des bénéfices économiques ; de plus elle offre des possibilités d'accroissement futur de la productivité.

Pour les populations rurales, l'accès aux ressources naturelles et le contrôle sur ces ressources sont des aspects majeurs de la gouvernance. Une meilleure gouvernance et de meilleures structures économiques optimisent l'aptitude des populations rurales à tirer profit de leur base de ressources, tout en créant une motivation puissante en faveur de la conservation à long terme des terres, de l'eau et de la biodiversité. Une gestion saine de l'environnement est la clé de la réduction de la vulnérabilité des communautés rurales dans le contexte d'un marché mondial évoluant vers une concurrence croissante entre les entreprises basées sur l'agriculture et les ressources naturelles.

En vue d'assurer des bénéfices positifs pour les revenus locaux et les écosystèmes, l'USAID s'engage à

- *rétablir la santé des terres, de l'eau et des ressources forestières et développer des sources d'énergie renouvelables et durables* afin de restaurer la productivité des terres dégradées ; à maintenir la viabilité des écosystèmes ; à réduire la vulnérabilité aux catastrophes ; et à assurer une qualité et une



quantité adéquates des ressources pour les besoins internes, industriels, agricoles et environnementaux.

- *soutenir le développement et l'application des méthodologies d'évaluation environnementale* qui permettent aux communautés et aux partenaires impliqués de mieux évaluer les risques environnementaux et les dégâts causés par les catastrophes naturelles ou les conflits
- *renforcer les capacités locales de gestion intégrée des paysages agricoles et naturels* afin d'optimiser les bénéfices pour les individus, hommes ou femmes, tout en valorisant les biens publics
- *améliorer les structures analytiques et économiques liant l'agriculture aux investissements dans les ressources naturelles* afin d'accomplir le double objectif de protection des ressources et de croissance économique, tout en améliorant la compétitivité dans les réseaux économiques mondiaux
- *protéger les écosystèmes naturels en recherchant les organismes menacés dans la nature et en les préservant dans des banques de semences, des jardins botaniques* afin d'améliorer la gestion de la biodiversité – y compris la biodiversité agricole – et d'assurer la base nécessaire à l'augmentation de la productivité agricole
- *soutenir l'élaboration de politiques agricoles et de ressources naturelles* visant à promouvoir la bonne gouvernance de manière à autonomiser les citoyens locaux, accroître la compétitivité et améliorer la productivité de la base de ressources

L'USAID et ses partenaires entreprendront d'identifier des approches efficaces vers une gestion saine de l'environnement et des ressources naturelles et en particulier emploieront le principe de gestion adaptative.

Insérer les producteurs dans l'économie de marché

Conservation de la biodiversité au Mexique

En partenariat avec l'USAID et la Société caféière Starbucks, Conservation International travaille avec les agriculteurs dans la zone tampon de la Réserve de Biosphère d'El Tiunfo au Mexique afin de produire du café dans le respect de l'environnement. L'objectif du projet est de promouvoir des méthodes de culture qui protègent les forêts, les cours d'eau, la vie sauvage tout en augmentant les revenus des agriculteurs. Le programme travaille avec six coopératives et plus de 1000 producteurs de café qui cultivent plus de 3000 hectares. La société caféière Starbucks achète le café directement aux coopératives – 75000 livres en 1999 et 1,7 million de livres en 2002. Le café est vendu sous les marques Commitment to Origins™, Shade Grown Mexico™ et Decaf Shade Grown Mexico™.



traiter les aspects nutritionnels de la sécurité alimentaire consiste à avoir accès à toute une variété d'aliments. Les protéines et micronutriments d'origine animale peuvent avoir des effets à long terme sur la productivité et le développement économique ; il a été montré que ces nutriments avaient de forts effets positifs sur le développement cognitif, physique et comportemental des enfants.⁹ Les progrès de la science et de la technologie qui augmentent la teneur en protéines et augmentent la biodisponibilité de ces micronutriments contribueront positivement à l'état de santé des consommateurs pauvres en particulier des enfants, filles ou garçons.

L'USAID reconnaît que l'énorme défi d'augmenter la productivité agricole et l'intégration des petits exploitants dans les marchés dépend de la maîtrise des progrès scientifiques et technologiques et de l'utilisation d'outils nouveaux – tels que ceux offerts par la biotechnologie, la nanotechnologie, le positionnement mondial (GPS) et les systèmes d'information géographiques – pour la pratique de l'agriculture. L'USAID reconnaît aussi que ces technologies et outils modernes demandent une gestion intensive et nécessitent qu'une attention particulière soit portée à équilibrer les chances de leur acquisition entre les hommes et les femmes.

L'Agence travaillera avec ses partenaires à accroître les capacités scientifiques et technologiques et à favoriser l'innovation au sein et entre les pays en voie de développement de sorte qu'ils puissent générer, utiliser

3. Mobiliser les sciences et les technologies et favoriser la capacité d'innovation

La recherche en phytotechnie et zootechnie s'est traduite par la production de plus de nourriture à un moindre coût. Le fait que les rendements aient été doublés ou triplés signifie que le blé, le maïs, le riz sont désormais moitié moins chers pour les consommateurs – en termes réels – qu'il y a 40 ans. Globalement, l'accroissement de la productivité pour les denrées de base a contribué de façon importante au développement agricole et à la réduction de la pauvreté et de la faim.⁸ Une poursuite de la recherche et du développement est nécessaire pour pérenniser ces réalisations.

L'augmentation des cultures vivrières de base n'assure pas en elle-même le développement agricole et la sécurité alimentaire. L'accès à des aliments nutritifs est aussi important, comme l'est le besoin d'améliorer la disponibilité en protéines et micronutriments des denrées de base et des légumes. Une autre façon de

⁸ Michael Johnson et Peter Hazell, « *Cutting Hunger in Africa through Smallholder-led Agricultural Growth* (Réduire la faim en Afrique grâce à une croissance de l'agriculture pratiquée par les petits exploitants) », publication technique distribuée lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002 (Washington, D.C.: IFPRI et USAID).

⁹ Charlotte G. Neumann et al., « *Animal Source Foods Improve Dietary Quality, Micronutrient Status, Growth and Cognitive Function in Kenyan School Children: Background, Study Design and Baseline Findings* (Les aliments d'origine animale améliorent la qualité diététique, le statut des micronutriments, la croissance et les fonctions cognitives des enfants d'âge scolaire au Kenya : Contexte, plan expérimental de l'étude et résultats de référence) », *Journal of Nutrition* 133 (Novembre 2003): 3939S–47S.

Insérer les producteurs dans l'économie de marché

Technologie d'enfouissage profond de l'urée en Asie

La recherche financée par l'USAID au Centre International de Développement d'Engrais a mis au point une technologie d'enfouissage profond de l'urée (UDP) qui a accru les rendements en riz tout en réduisant les applications d'engrais azotés et les pertes en azote. Les agriculteurs indiquent des augmentations de rendement des rizières de 15 à 25 pour cent.

La technologie UDP a été adoptée par plus de 600 000 agriculteurs au Bangladesh où elle est maintenant introduite sur les bananes, les papayes et les légumes. Cette technologie est aussi en cours d'introduction au Népal et au Vietnam où les agriculteurs enregistrent des augmentations de leurs revenus d'exploitation.

et diriger de nouvelles technologies dans des directions localement appropriées. De plus, l'USAID s'engage à

- élaborer des politiques scientifiques, des stratégies et des systèmes de gouvernance qui reflètent les droits, les responsabilités et les rôles propres aux hommes et aux femmes au sein de la culture particulière considérée ; et à s'assurer que les investissements en science et en technologie produisent les bénéfices optimaux
- soutenir le développement et l'application de la technologie, en répondant aux besoins distincts des hommes et des femmes du secteur agricole et aux contraintes différentes auxquelles ils font face, afin d'augmenter la productivité agricole dans le but ultime d'accroître la compétitivité économique ; afin de stabiliser et d'améliorer la production des aliments humains, des aliments pour bétail et de fibres textiles dans les pays en développement ; afin d'accroître la teneur en protéines et la biodisponibilité des micronutriments dans les denrées de base et les légumes ; et afin de réduire la dégradation environnementale et la pollution
- élargir les partenariats entre le secteur public et le secteur privé afin de faciliter la collaboration au niveau d'activités de recherche appliquée entre réseaux de spécialistes des cultures (y

compris cultures vivrières de base et légumes), de spécialistes de la gestion des ressources naturelles et d'autres domaines du système de production agroalimentaire, d'aliments pour bétail et de fibres textiles

- favoriser la capacité d'innovation en sciences et techniques et les systèmes d'innovation nationaux afin de répondre aux défis de l'environnement agricole d'aujourd'hui, à savoir les variations climatiques et les transformations du marché, l'évolution des normes et de la qualité, les maladies infectieuses, l'instabilité politique et les besoins spécifiques aux femmes

L'USAID et ses partenaires soutiendront la formulation de systèmes scientifiques et technologiques globaux appropriés aux conditions nationales et régionales spécifiques, renforceront la capacité nationale à effectuer de la recherche et encourageront le public à prendre conscience de la valeur de l'innovation dans l'accélération de la croissance agricole.

4. Renforcer la formation, l'enseignement, la vulgarisation et la recherche adaptative en agriculture

Les principaux progrès dans les sciences et technologies agricoles au cours de la dernière décennie ont eu des effets irréguliers sur la productivité et les modes de subsistance des populations. Certains agriculteurs considèrent quelques-unes des nouvelles technologies comme trop risquées, soit en termes de production soit en termes de finance. L'utilisation des autres technologies par les agriculteurs est limitée par le manque d'accès aux intrants nécessaires (tels que engrais et pesticides) ou aux marchés. Par ailleurs, d'autres technologies potentiellement bénéfiques ne sont jamais adoptées parce que les agriculteurs n'en ont jamais entendu parler.

Au cours des 20 dernières années, de nouvelles technologies d'information et de communication ont modifié les possibilités offertes aux entreprises de production ainsi que l'industrie et le commerce. De telles technologies ont permis aux agriculteurs de pénétrer de nouveaux marchés et d'acquérir une information sur les nouvelles approches de production. La capacité à accéder et gérer l'information devient rapidement une exigence fondamentale de l'insertion efficace des producteurs ruraux dans un système de plus en plus mondial de produits pour l'alimentation humaine et animale et de fibres textiles.

Les programmes d'éducation et de formation destinés aux hommes et aux femmes qui sont des producteurs ruraux et qui sont impliqués dans les filières connexes de transformation et de commercialisation pourraient bénéficier des nouvelles technologies de communication et d'information. Avec le soutien des ONG partenaires, les communautés rurales ont fait preuve d'une aptitude remarquable à utiliser les technologies innovatrices d'information pour mieux gérer leurs ressources naturelles de façon profitable et durable. Les producteurs pour les marchés mondiaux (tels que les petits caféiculteurs à travers le monde) ont commencé à comprendre comment ouvrir des secteurs plus profitables de ces marchés en associant les progrès technologiques en matière de production et de transformation (tels que la biofortification) aux nouvelles technologies de l'information qui font état de normes d'assurance-qualité du produit plus élevées.

Toutefois, l'accès aux nouvelles technologies de communication et d'information reste limité. Pour une information sur les nouvelles technologies agricoles, de nombreux producteurs ruraux continuent à se reposer sur les visites occasionnelles de conseillers agricoles, le bouche à oreilles, les journées de visites en champs et les fournisseurs d'intrants. Bien que les méthodologies de recherche participative se soient montrées hautement efficaces, elles ne concernent qu'un nombre limité de producteurs ruraux.

Pour parvenir à des taux d'adoption plus généralisés de la technologie, aller en direction de méthodes de recherche plus efficaces répondant aux attentes des utilisateurs et s'assurer que les nouvelles technologies de production et de transformation se traduisent par des produits sûrs et abordables pour les consommateurs, il faut que les technologies de communication et d'information jouent un rôle plus important dans la recherche, l'éducation et la formation agricoles ainsi que dans l'agro-industrie.

Les nouvelles technologies de communication et d'information ne suffisent pas. De nombreux agriculteurs ne disposent pas des compétences de base. De plus, la mortalité et la morbidité dues au VIH/SIDA, la malaria et l'anémie se traduisent par des pertes significatives de la main d'œuvre directe et altèrent le transfert intergénération du savoir-faire agricole et des bonnes pratiques agricoles en particulier dans les pays les plus touchés d'Afrique. Le fossé entre les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes, les taux de scolarisation complète et les taux de formation



avancée et d'études supérieures entravent encore plus les pays. Les pays en développement doivent établir des systèmes durables, équitables pour les deux sexes et institutionnalisés qui assurent un remplacement continu des experts hautement compétents et un renforcement de la base des ressources humaines afin de pouvoir concourir dans l'économie mondiale du savoir.

La réduction du fossé des connaissances dans les pays en développement nécessitera que les communautés professionnelles de chercheurs et d'enseignants agricoles assument un rôle directeur, doublé d'une participation accrue des acteurs de l'agroindustrie et des marchés ainsi que l'élaboration de modèles novateurs reliant les producteurs, les entrepreneurs et les entreprises agroindustrielles à l'information dont ils ont besoin. Pour s'assurer que les producteurs et les entrepreneurs agricoles puissent bénéficier des nouvelles technologies améliorées et tirer profit des nouveaux marchés, l'USAID

- soutiendra des programmes de formation et d'enseignement conçus de manière à toucher les femmes et les filles ainsi que des programmes de formation à long terme et d'enseignement de base dans les domaines des sciences agronomiques et sujets connexes afin de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des pays en développement
- développer et élargir des systèmes ruraux novateurs de technologie de communication et d'information qui répondent aux besoins et aptitudes différentiels des hommes et des femmes afin d'améliorer l'accès par la masse dispersée des agriculteurs et des entrepreneurs agroindustriels à l'information sur une variété de disciplines et d'applications agricoles

- améliorer les approches d'apprentissage concrètes et spécifiques au site dont le but vise à permettre la résolution de problèmes – locaux, organisationnels et spécifiques au site – en utilisant la recherche adaptative et en introduisant sur le terrain les solutions « en suspens »

L'USAID s'assurera que les hommes et les femmes pauvres auront accès à la formation et aux services d'assistance – tels que les technologies de communication et d'information – en éliminant les obstacles liés au sexe, y compris les contraintes institutionnelles en matière d'éducation et de formation.

Mise en œuvre

La Stratégie agricole de l'USAID et les stratégies des bureaux régionaux servent de guide aux missions de terrain pour l'élaboration de documents de planification de stratégies propres à leur pays. Toutes

Insérer les producteurs dans l'économie de marché

Augmentation de la production de lait en Albanie

Avec le soutien de l'USAID, Land O' Lakes Inc. a aidé les femmes rurales d'Albanie à améliorer la santé de leurs vaches et à augmenter la qualité et la quantité du lait produit. Plus de 8000 femmes ont reçu une formation relative à la qualité du lait (désinfection et tests de qualité du lait), la santé du troupeau (prévention des mammites et des autres maladies), la sélection laitière et la reproduction (insémination artificielle), la production de foin, la gestion de l'entreprise et la commercialisation (tenue de la comptabilité et fabrication artisanale de fromages à la ferme). À mesure que la production de lait a augmenté, des systèmes améliorés de ramassage du lait avec des camions citernes réfrigérés et un équipement de laboratoire simple pour tester le lait ont été mis en place ; certains de ces équipements sont exploités et gérés en copropriété. L'amélioration de la qualité et de la quantité du lait produit localement s'est traduite par un accroissement de la part du marché régional pour les produits laitiers albanais.

les unités opérationnelles entreprenant des programmes agricoles prendront en compte les quatre thèmes stratégiques, dans le contexte des autres stratégies USAID de secteur, des stratégies du développement agricole régional et de la spécificité propre au pays.

Les unités opérationnelles devraient prêter plus particulièrement attention aux interactions entre le VIH/SIDA et l'agriculture, y compris l'utilisation du conseil agricole pour diffuser les messages de prévention du VIH/SIDA et considérer les possibilités d'utilisation de solutions d'origine alimentaire pour diminuer ses effets. Afin d'encourager des flux accrus et diversifiés de technologie et de financement pour l'agriculture, les unités opérationnelles devraient aussi envisager l'établissement d'alliances telles que celles mises en place pour la première fois par le secrétariat de Global Development Alliance (GDA –). Enfin, l'aide alimentaire et les ressources pour le développement devraient être stratégiquement intégrées. Toutes deux jouent un rôle important dans la protection du capital et le développement d'options génératrices de revenus pour les populations vulnérables.

Alors que le poids accordé à un thème stratégique particulier dans la Stratégie agricole de l'Agence sera spécifique à la situation, un cadre économique compétitif répondant à la demande pour le secteur de l'agriculture devrait constituer le point de départ dans les pays en développement susceptibles de progrès transformationnels. Chaque unité opérationnelle entreprenant un programme agricole déterminera si ce programme doit se concentrer sur la seule agriculture ou s'il doit faire partie d'un programme plus vaste centré sur la croissance économique. Dans tous les cas, les unités opérationnelles suivront les progrès accomplis au niveau du développement agricole global ainsi que les résultats spécifiques du programme. Dans les cas d'urgences alimentaires chroniques, l'objectif principal devrait être d'assurer un plus haut niveau de sécurité alimentaire, diverses options de subsistance et la stabilité économique pour les populations les plus vulnérables. Pour ces cas, améliorer l'agriculture peut faire partie d'une réponse initiale qui facilitera le développement ultérieur.

Cette stratégie de l'Agence sert de repère à l'examen et à l'approbation des nouveaux plans stratégiques et aux révisions triennales des stratégies des programmes des unités opérationnelles. Dans les états fragiles et stratégiques, d'autres critères seront ajoutés à la stratégie de l'Agence pour sélectionner et approuver les résultats

et le point central des programmes agricoles des unités opérationnelles. La stratégie de l'Agence servira aussi à revoir et analyser les soumissions budgétaires des programmes des bureaux et à l'élaboration de la soumission budgétaire annuelle de l'Agence.

Les unités opérationnelles sur le terrain et basées à Washington contribuent toutes à la Stratégie agricole de l'Agence. Les missions sur le terrain de l'USAID travaillent en coopération avec les partenaires locaux dans le secteur public et dans le secteur privé afin de déterminer la combinaison la plus efficace d'activités pour accélérer la croissance agricole. De même, aussi bien le personnel sur le terrain que celui basé à Washington contribue à l'élaboration des programmes de secours alimentaires et des programmes agricoles et travaille avec les partenaires locaux pour prendre des mesures appropriées d'assistance de secours. L'assistance de secours tente de renforcer les économies locales et spécifiquement de cibler les populations agricoles vulnérables afin d'améliorer la viabilité des modes de subsistance et la productivité de l'agriculture. Au quartier général de l'USAID, des bureaux piliers appuient les programmes de recherches agronomiques mondiaux, supervisent la programmation de l'assistance alimentaire, y compris le Programme alimentaire mondial et couvrent tous les aspects de la santé, du VIH/SIDA, du planning familial et de la nutrition. Le personnel du quartier général de l'USAID dirige aussi les efforts de coordination interagences et des bailleurs de fonds internationaux ; il se tient au courant des problèmes et des possibilités qui apparaissent ; et il

assiste les missions sur le terrain en assurant la direction technique en ce qui concerne des questions spécialisées telles que la biotechnologie, l'enseignement à long terme et les normes sanitaires et phytosanitaires pour les échanges commerciaux.

Stratégies des bureaux régionaux

Les bureaux régionaux coordonnent la programmation des missions sur le terrain au sein des régions géographiques – Afrique sub-saharienne (AFR), Asie et Proche-Orient (ANE), Europe et Eurasie (E&E) et Amérique Latine et les Caraïbes (LAC). Les bureaux contrôlent aussi des fonds supplémentaires pour des initiatives et des activités agricoles. Les missions sur le terrain régionales et bilatérales élaborent des plans stratégiques au niveau de la mission et mettent en oeuvre des activités liées à l'agriculture visant à améliorer la croissance économique, l'agriculture ou la gestion des ressources naturelles.

Les exigences du développement agricole et ses réussites sont liées au contexte local, à savoir le milieu physique, social et politique. Des besoins distincts déterminent les priorités de chaque bureau régional en matière de programmes agricoles. Alors que chacun des quatre objectifs de la stratégie globale de l'Agence se retrouve dans les stratégies des bureaux régionaux, leur classement, leur séquence et leur taille respective varieront en fonction des caractéristiques de la région.

Bureau pour l'Afrique

Sans progrès rapides au niveau du développement, les pays de l'Afrique sub-saharienne courent le risque d'avoir à faire face à une augmentation de la pauvreté et de la faim : la région pourrait abriter près des deux tiers des sous-alimentés du monde en 2010. Les dislocations sociales, politiques et économiques qui ont leurs racines dans les maladies infectieuses telles que le SIDA, la dégradation environnementale et les politiques sociale et économique dysfonctionnelles ne feront qu'exacerber les problèmes de la région.

L'initiative présidentielle pour stopper la faim en Afrique (IEHA -) lancée en août 2002 pendant le Sommet mondial sur le développement durable comprend six pays de focalisation – le Mozambique, la Zambie, l'Ouganda, le Kenya, le Mali et le Ghana – et trois missions régionales – l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud. Dans le cadre de l'IEHA, l'USAID investit lourdement dans l'agriculture des petits exploitants, un secteur qui assure la subsistance de près de 80 pour cent de la population du sous-continent, emploie plus de 70 pour cent de sa force de travail, contribue pour plus de 30 pour cent au PIB et représente 40 pour cent de ses gains d'exportation.

L'IEHA a six domaines d'intervention :

- *développer des applications scientifiques et technologiques et des services d'appui* qui exploitent le pouvoir des nouvelles technologies
- *améliorer le commerce agricole et les systèmes de marchés* pour les principaux producteurs africains et les principales productions sur les marchés locaux, régionaux et internationaux
- *favoriser et renforcer les organisations de producteurs basées sur la communauté* afin de mettre en relation l'industrie et les agriculteurs par le biais d'activités qui augmentent la valeur ajoutée et les revenus
- *renforcer les capacités humaines et institutionnelles* pour modeler et diriger la politique et la recherche, et fournir un enseignement agricole
- *intégrer les groupes vulnérables et les pays en transition* dans les processus du développement durable

- *améliorer la gestion des ressources naturelles* afin de préserver et favoriser la production de biens et de services environnementaux qui contribuent à la croissance économique

L'USAID collabore avec d'autres bailleurs de fonds en vue d'aider les gouvernements africains à créer un environnement politique susceptible de renouveler la croissance du secteur agricole – dans toute la région, dans les sous-régions et au niveau national. Quelques domaines politiques clés incluent l'élaboration de stratégies visant à amoindrir les effets du SIDA et des autres infections sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et à harmoniser les politiques commerciales, les normes et les classes de qualité des produits ainsi que les règlements de biosécurité.

Le but de TRADE (Initiative commerciale pour le développement africain et l'entreprise africaine) consiste à renforcer les capacités d'échanges commerciaux durables à long terme et de développement des investissements. L'initiative cherche à

- améliorer la compétitivité des produits et services africains
- accroître le rôle que le commerce peut jouer dans les stratégies africaines de réduction de la pauvreté
- encourager les relations d'affaires entre les États-Unis et l'Afrique
- améliorer la prestation des services publics soutenant le commerce
- améliorer la capacité africaine pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques commerciales
- renforcer l'environnement favorable aux entreprises africaines

Grâce à une programmation coordonnée et des investissements complémentaires, TRADE et IEHA travaillent ensemble pour l'agriculture, dirigeant les programmes vers les communautés rurales et les petits producteurs.

Bureau pour l'Asie et le Proche-Orient

La croissance agricole a été un précurseur important de la croissance économique globale dans la plupart des pays de l'ANE. Dans une large mesure, les pays avec une mauvaise performance l'ont eue en raison d'infrastructures déficientes, de politiques qui restreignaient la distribution équitable des gains agricoles et des politiques protectionnistes qui limitaient la croissance économique généralisée.

Encourager le développement agricole demeure un outil indispensable pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et pour la croissance économique. Environ 58 pour cent de la population de la région travaille dans le secteur agricole et à peu près 62 pour cent de la population totale vit en zones rurales, dont un tiers dans la pauvreté. La région abrite 70 pour cent des 792 millions de sous-alimentés que compte le monde.

Compte tenu de la disponibilité limitée des ressources, le défi consiste à développer de nouvelles façons de travailler, qui répondent sélectivement aux questions essentielles tout en développant le secteur privé et les autres partenariats débouchant sur des bénéfices réciproques. À cette fin, la conférence de l'ANE sur l'agriculture durable et la sécurité alimentaire tenue à Manille en 2002 a élaboré un plan stratégique d'investissements dans l'agriculture qui comprend

- l'amélioration de la gouvernance économique afin de promouvoir la croissance des entreprises

agronomiques et le développement des activités extérieures à l'exploitation

- le comblement du fossé des connaissances afin de permettre aux agriculteurs et aux entrepreneurs d'avoir accès à l'information dont ils ont besoin
- les investissements dans les technologies de l'information pour accélérer les efforts de vulgarisation et former une nouvelle génération de scientifiques
- la promotion de la libéralisation et du développement des marchés pour appuyer le renforcement des capacités d'échanges commerciaux internes et internationaux et la commercialisation
- la maîtrise des progrès scientifiques, en particulier la biotechnologie, afin d'accroître la productivité agricole et d'améliorer l'état nutritionnel des populations
- la gestion de l'environnement afin de favoriser l'intégration de la planification environnementale et de la gestion des ressources naturelles dans le développement agricole

Bureau pour l'Europe et l'Eurasie

Dans la plupart des pays de l'E&E, le secteur agroindustriel (exploitation agricole, transformations agroalimentaires associées et chaînes commerciales) constitue encore une part importante des économies nationales, quoique le chômage et le sous-emploi continuent d'être très répandus, en particulier dans les zones rurales. L'E&E cherche à accroître la compétitivité des producteurs agricoles et des transformateurs des produits agricoles et à créer des emplois ; ce faisant elle soutient la stabilité politique, le commerce intérieur et régional et les revenus familiaux.

La croissance de l'industrie agroalimentaire stimule la demande des consommateurs et augmente les prix. Ceci profite aux individus qui cultivent des parcelles privées et qui gèrent des exploitations de moyennes et petites tailles, et ouvre aux producteurs de nouvelles possibilités le long des chaînes de transformation et de commercialisation. Les transformateurs efficaces et les entreprises à valeur ajoutée sont capables de concourir sur les marchés intérieurs et de pénétrer les marchés d'exportation. Établir des chaînes commerciales solides connectant les agriculteurs aux consommateurs nécessite de porter une attention particulière à trois ensembles

stricts de normes, à savoir : la sécurité alimentaire, la sécurité phytosanitaire et zoosanitaire et la qualité des produits.

La démarche de développement agricole de l'E&E se focalise sur quatre éléments :

- *faciliter l'accès aux ressources en terre, technologie et capital* nécessaires pour une production efficace
- *établir des relations commerciales solides* entre les agriculteurs et les consommateurs
- *développer les organisations de producteurs et de transformateurs* afin de faciliter le transfert de technologie, les économies d'échelle et la capacité de défense des intérêts
- *améliorer la compétitivité* afin d'établir le cadre politique requis et des normes communes, d'éliminer les barrières commerciales et de faciliter la commercialisation intérieure et internationale des produits exportables de qualité

Bureau pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Les États-Unis ont grand intérêt à ce que la région LAC parvienne à une croissance économique généralisée et améliore les niveaux de vie. Bien que la région soit largement urbanisée, le secteur rural demeure une part importante de l'économie. L'expansion des accords de libre échange dans l'hémisphère occidental a ouvert aux entrepreneurs de nouvelles possibilités de revitaliser les économies rurales, créant ainsi de nouveaux emplois et revenus. L'approche du bureau encourage la production de marchandises à forte demande et à haute valeur ajoutée destinées aux marchés locaux, régionaux et mondiaux.

Reconnaissant l'existence de fortes inégalités dans la répartition des revenus et du capital, l'approche du bureau encourage aussi des mesures qui réduisent les contraintes liées au manque de capital entravant l'intégration dans les marchés ainsi que des mesures qui améliorent la capacité des petites entreprises à tirer parti des nouvelles dynamiques commerciales.

Quatre domaines d'action au travers desquels les missions contribuent à la diversification des économies

rurales et à l'élimination durable de la pauvreté ont été retenus :

- règles commerciales – pour aider les pays à préparer et à participer à l'élaboration et à la mise en place de règles issues d'engagements négociés dans le cadre des accords de libre-échange
- science et technologie – soutenir la recherche et les applications de la biotechnologie, de la sécurité sanitaire alimentaire, du phytosanitaire et zoosanitaire et des technologies de communication et d'information
- accès aux capitaux – afin d'établir des systèmes de droits de propriété, des mécanismes de financement rural et des services de commercialisation et de développer les compétences par l'enseignement supérieur et la formation professionnelle
- gestion de la vulnérabilité – afin d'atténuer les risques environnementaux et économiques

Étapes suivantes

Afin de mettre en œuvre la stratégie, l'Agence s'engage à

- lier la Stratégie agricole au Plan Stratégique commun du Département d'État et de l'USAID sur 2004-2009 et identifier les indicateurs des objectifs de performance dans le plan
- s'assurer que les plans stratégiques et les priorités des unités opérationnelles reflètent les analyses et les recommandations des organismes externes de révision tels que les évaluations des sciences et technologies agronomiques menées par la Banque Mondiale, l'étude sur la contribution des sciences et technologies agricoles à la réduction de la pauvreté par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et la revue des sciences et technologies en Afrique par le Conseil interacadémique
- consolider la coordination entre les bailleurs au niveau de la planification agricole et de la mise en œuvre des activités, en travaillant dans le quartier général, dans les pays, par l'intermédiaire des réseaux du Comité d'aide au développement de l'OCDE et d'autres organismes spécialisés
- développer des options répondant aux exigences uniques et changeantes du développement agricole sous diverses circonstances de programmation, dont les états fragiles, prédisposés à la famine et faisant face à l'insécurité alimentaire
- développer une nouvelle approche de la formation et de l'enseignement agricole dans les pays en état de développement transformationnel dans le cadre de la relation renforcée avec les partenaires universitaires américains ; cette approche accentuerait l'innovation et le rendement en combinant la formation basée aux États-Unis avec toute une gamme d'autres modèles, dont l'enseignement à distance, des programmes à plus court terme centrés sur les compétences et des programmes qui coordonnent les programmes d'enseignement à l'échelon du pays et ceux dispensés à l'étranger dans des institutions américaines et de pays tiers
- élaborer des directives et des outils pour évaluer le secteur agricole et concevoir des stratégies et des programmes conformes au nouveau modèle conceptuel de l'USAID afin d'appuyer les missions sur le terrain en développant la part consacrée à l'agriculture dans les documents et les projets de planification stratégique propres au pays
- renforcer les capacités professionnelles afin de concevoir et de mettre en œuvre des programmes agricoles efficaces, en particulier au travers du renforcement continu du personnel des affaires étrangères et en tirant parti des compétences des professionnels du Département Américain de l'Agriculture et d'autres agences par le biais d'accords de service avec les services administratifs et les agences participantes
- élaborer des cours de haut niveau sur les questions stratégiques en agriculture afin d'améliorer le rendement du travail, créer une base partagée de connaissances communes, renforcer le sentiment communautaire et améliorer le partage de l'information et la mise en réseau
- fournir à l'agriculture des ressources adéquates en puisant dans toutes les sources budgétaires (y compris le programme P.L. 480), en reconnaissant que l'augmentation de la croissance agricole et de la productivité non seulement réduit la faim et accroît les revenus ruraux, mais peut aussi permettre d'économiser des milliards de dollars qui sont actuellement dépensés en aide alimentaire d'urgence

Toute l'élaboration de programmes agricoles par l'USAID doit être conforme à cette stratégie quoique l'importance et l'énoncé des objectifs spécifiques répondent aux plans stratégiques des bureaux et des unités opérationnelles considérés, aux mandats des bureaux et aux circonstances propres au pays. Dans de rares cas, l'intérêt national ou d'autres objectifs de la politique étrangère américaine peuvent faire qu'un programme sorte du cadre stratégique, mais de telles exceptions seront rares et seront clairement liées à l'accomplissement d'un objectif de politique étrangère dans un pays particulier ou une circonstance spéciale.

Générique pour les photographies : Page de couverture, dans le sens des aiguilles d'une montre depuis le coin supérieur gauche, Rêverie Zurba, USAID/Afrique du Sud ; John W. Allen, Partenariats pour le développement de l'industrie alimentaire, Michigan State University ; Anthony Njenga, ICRAF. Page 7, Douglas Brennen, Projet de commercialisation par le Groupe de marchés naissants, Deloitte Touche Tohmatsu. Page 12, USAID/Egypte, RONCO. Page 13, John W. Allen, Partenariats pour le développement de l'industrie alimentaire, Michigan State University. Page 14, FAO/19078/R. Faidutti. Page 16, FAO/15452/L. Dematteis.

Pour de plus amples informations, contacter
Agence Américaine pour le Développement International
Washington, D.C. 20523-1000
Téléphone : 202.712.4810
Internet : www.usaid.gov